

# Explication personnelle

Christian Rakovsky

*Source : Lettre adressée au journal «Adevărul», «România Muncitoare», n° 10, 6-13 mai 1907 et «Revista de Ideei», n° 53-54, 1907, pp. 40-42.. Traduction MIA.*

Monsieur le Directeur,

Vous connaissez les mesures rigoureuses que le gouvernement a prises à l'encontre des travailleurs et des socialistes. Arrestations illégales, mauvais traitements comme à Pașcani, expulsions d'ouvriers roumains de Transylvanie, perquisitions, et enfin la confiscation du journal « *România Muncitoare* » [*La Roumanie Ouvrière*], qui encore à ce jour ne peut être acheminé par la poste dans toutes les villes. Moi-même, à qui le gouvernement roumain fait l'honneur de me considérer comme la personnification du mouvement socialiste, j'ai fait l'objet d'une série de mesures sévères. D'abord une mise aux arrêts de trente-cinq jours, dont douze passés confiné à la caserne. Ensuite, trois perquisitions, à la fois à la caserne et à mes domiciles de Gherengic et de Mangalia, la saisie de ma correspondance postale, et une surveillance étroite exercée sur moi par la police de Constanța.

Les autorités ne se sont pas contentées de me frapper personnellement, elles se sont aussi attaquées à mes connaissances et amis. Ainsi, l'ouvrier Enciu a été retenu douze jours au poste de police de Constanța et battu par l'agent Cimbru en personne. D'autre part, le potemkiniste Tchernitsyne a été arrêté et battu par le commissaire Ianculescu. Aux ouvriers roumains de ma connaissance, il a été signifié qu'ils s'exposaient à des persécutions s'ils continuaient d'entretenir des liens avec moi. Il suffisait que quelqu'un me salue dans la rue pour être aussitôt convoqué au commissariat et menacé.

Or, après toutes les enquêtes menées, il est aujourd'hui un fait établi que nous, socialistes, n'avons aucune implication, directe ou indirecte, dans les mouvements paysans. Le gouvernement lui-même l'a reconnu, par la voix du préfet de police de la capitale, face à la délégation ouvrière. Ainsi, tout ce qui s'est dit à notre propos n'a été que mensonges et légendes.

D'ailleurs, quiconque aurait suivi notre mouvement saurait parfaitement qu'il est éminemment éducatif pour les masses populaires. Loin de provoquer des actes de sauvagerie ou inconsidérés, il discipline les travailleurs en leur fixant un but précis. Et nous en avons la preuve. Depuis plus d'un an, la classe ouvrière organisée des villes a engagé une action contre la loi sur les métiers et pour une législation protectrice du travail. À cette occasion, des rassemblements ont eu lieu dans presque toutes les villes, et en certains endroits il y a même eu des manifestations. Y a-t-il eu, en aucune localité et par leur faute, le moindre désordre ? C'est ainsi que notre mouvement se déroulera également à l'avenir, de même quand la classe ouvrière entamera la lutte pour le suffrage universel et pour d'autres réformes.

Non seulement les socialistes, mais tout démocrate sincère aurait dû soutenir chez nous avec joie le mouvement ouvrier syndical, car il est la seule force populaire organisée en faveur du progrès et de la culture. Malheureusement, nos hommes d'État considèrent toute notre vie politique et sociale du point de vue de leurs étroits intérêts de clan. Dans le mouvement ouvrier moderne, ils ne voient qu'un intrus qui vient troubler l'harmonie de nos partis politiques. Non seulement l'esprit de classe, mais aussi l'esprit de routine se dressent contre nous. Et puisque tous les moyens habituels n'ont pas donné les

résultats escomptés, le gouvernement a songé à ce recours ultime qui, selon ses calculs, doit anéantir le mouvement ouvrier et socialiste en Roumanie. Il s'agit de mon expulsion du pays.

Les conservateurs avaient déjà tenté de recourir à ce moyen, mais ils en ont été empêchés par les prescriptions formelles de la loi, qui ne permet pas l'expulsion de citoyens roumains. Or, mon père et moi sommes, de plein droit, citoyens roumains, conformément à la loi organique de la Dobroudja. Mais les libéraux, qui prétendent constituer un gouvernement fort, c'est-à-dire un gouvernement qui peut tout se permettre sans craindre d'être tenu pour responsable, veulent aujourd'hui tenter ce en quoi les conservateurs ont échoué.

J'étais encore à la caserne, sous les drapeaux, quand les archives des communes de Gherengic et de Mangalia ont été fouillées et examinées à la préfecture de Constanța. On y a cherché avec minutie, pour trouver un quelconque argument contre mon père. Mais on n'y a rien trouvé, et l'on ne pouvait rien y trouver d'autre que ceci : avant la guerre, il était un habitant de la Dobroudja, il y a été trouvé par les armées roumaines, et depuis lors, sans interruption, il a été inscrit sur les listes électorales, soit à Gherengic, soit à Mangalia ; dans cette dernière ville, il a même été élu plusieurs fois conseiller municipal, et ce jusqu'à sa mort, c'est-à-dire jusqu'en 1903.

En ce qui me concerne, on n'a pu trouver que ceci : ayant suivi la citoyenneté de mon père, j'ai accompli tous mes devoirs de citoyen roumain, en payant pendant cinq ans la taxe de sursis militaire, jusqu'à la fin de mes études, après quoi j'ai effectué mon service, en 1890, comme médecin militaire, et je figure enfin sur les listes électorales.

Malgré ce résultat négatif, nos autorités n'ont pas renoncé. Elles ont décidé de recourir à l'aide d'un gouvernement étranger pour se procurer une arme contre moi. Il s'agit du gouvernement bulgare.

Il faut noter que mon père, ainsi que de nombreux autres propriétaires d'origine bulgare du département de Constanța, bien qu'ayant leur domicile et leurs principales occupations en Dobroudja, avaient laissé leurs familles dans les Balkans, dans la ville de Kotel, ville bulgare, à partir de 1885 environ, lorsque l'ancienne Roumélie orientale s'est unie à la Bulgarie. C'est dans cette ville que je suis né, en 1873, c'est-à-dire à une époque où cette ville, comme la Dobroudja, faisait partie de l'Empire ottoman.

Cette parenthèse faite, il apparaît clairement dans quel but le gouvernement roumain a eu recours à l'aide du gouvernement bulgare. Il cherche à m'embarrasser dans une double citoyenneté, afin de se débarrasser de moi. Je ne connais pas les détails de cette collaboration entre les deux gouvernements pour anéantir politiquement un homme, mais j'en connais un épisode assez caractéristique. Le 19 avril, un monsieur muni d'une lettre spéciale du ministre de l'Intérieur bulgare s'est présenté à la sous-préfecture locale de la ville de Kotel ; il n'était autre qu'un fonctionnaire de la préfecture de Constanța, un certain Monsieur Pieșu, devenu pour l'occasion Teodor Plegov. Il s'est ensuite rendu à la mairie locale, d'où il a extrait les certificats qu'il désirait, puis il est retourné par à Constanța via Sofia.

Il est hors de doute que la réaction bulgare a été ravie de pouvoir servir la réaction roumaine. Voilà pourquoi j'ignore si je ne vais pas me retrouver dans les cachots de la police ou hors des frontières.

Et puisque les choses en sont là, je tiens à déclarer ici que mon expulsion ne pourrait être qu'une mesure absolument illégale, une violation flagrante de la constitution roumaine et de la loi organique de la Dobroudja.

Il n'existe ni ici, ni en Bulgarie, le moindre fait légal qui puisse infirmer la citoyenneté roumaine de mon père. De son vivant, après l'annexion de la Dobroudja à la Roumanie, il n'a accompli aucun acte relevant d'une autre citoyenneté que la roumaine. Pendant toute cette période, il ne s'est jamais rendu dans sa ville natale. En ce qui me concerne, toutes mes relations avec la Bulgarie se réduisent à quelques années d'études secondaires ; depuis dix-sept ans, je ne m'y suis rendu que quatre ou cinq

fois, à chaque fois pour une semaine ou deux. En particulier, je ne suis pas retourné du tout dans ma ville natale depuis 1884, où, à l'occasion d'une excursion, je m'y étais rendu pour quelques jours.

Je n'ai jamais accompli le moindre acte de citoyenneté bulgare, je ne me suis jamais présenté devant une commission de recrutement bulgare, je n'ai voté nulle part, je n'ai jamais sollicité ni occupé aucune fonction, départementale ou municipale, en Bulgarie. Voilà la vérité, que je peux prouver par des actes authentiques et légaux, en toute occasion.

Et pour finir, je pose une question : pourquoi tout cela ? Pourquoi cette persécution arbitraire et sauvage ? Pourquoi nos gouvernants cherchent-ils à me séparer de ma famille, de ma maison, de mon pays, pour me réduire à la situation juridique d'un étranger sans protection ? Pour une raison très simple. Parce que j'ai eu l'audace, sans limites et sans égards, de n'appartenir à aucun parti historique, de n'entretenir aucun lien puissant, de rester un isolé, et de me consacrer à la défense des intérêts de la classe ouvrière. J'ai le malheur d'être encore un Dobroudjéen, c'est-à-dire un homme qui, selon la définition habituelle, n'a d'autre rôle dans le pays roumain que de signer les télégrammes de félicitations adressés aux vénérables chefs... « *Vous, misérables qui n'avez rien à manger, vous vous êtes avisés de faire la révolution ?* » disait un officier aux insurgés. C'est la même chose que nous dit, à nous Dobroudjéens, notre gouvernement : « *Vous, Dobroudjéens, qui n'avez même pas de droits politiques, comment, vous vous êtes avisés de redresser le pays roumain ?* »

Dr. C. Racovsky.

\*\*\*

## Explication personnelle à mes camarades

À la lettre publiée par l'« *Adeverul* », je tiens à ajouter ici dans la « *România Muncitoare* » quelques mots destinés à mes camarades.

Je savais depuis longtemps que dans ce pays je suis, comme on dit, un « homme de trop ». Entre ma mentalité, formée dans les pays occidentaux, où les principes de droit et le courage sont de tradition, et la mentalité d'ici, il y a une incompatibilité foncière. Si je n'étais pas convaincu de cette vérité, j'aurais pu m'en convaincre récemment pendant la révolte des paysans. Personne n'ignore les horreurs incroyables qui ont été commises. Personne n'ignore que pendant des semaines entières notre paysannerie a été à la discrétion absolue de quelques galonnés et de quelques procureurs ivres de fumée et de sang, et que des centaines d'hommes ont été assassinés sans la moindre culpabilité. Eh bien ! qui a protesté ? Où étaient passés nos hommes de cœur, nos intellectuels nourris de la culture occidentale, au moment de faire entendre leur voix pour protester au nom de l'Humanité ?

Oui, dans un pays où règne la honte et la lâcheté, où tous s'effarouchent et fuient devant une perquisition ou devant quelques semaines de prison, dans un semblable pays – je le répète – je me serais considéré comme un « homme de trop » et je serais parti moi-même, si dans tout cela j'avais vu quelque chose de surprenant. Mais je ne me suis pas senti déçu, car jamais je ne m'étais fait d'illusion, soit sur le compte de nos classes dominantes, soit sur le compte de nos partis politiques, incapables de tout idéalisme social. Je les ai toujours tenus pour égoïstes et cruels, tels qu'ils se sont montrés pendant les derniers événements.

Je n'ai jamais cru et je n'ai jamais attendu que les membres de la Société agraire, ceux du Jockey-Club, ou des Clubs politiques fassent de la propagande socialiste.

Mais, j'ai cru et je crois encore au peuple roumain, et plus particulièrement dans cette avant-garde qui, par sa situation économique, est destinée à jouer un rôle prépondérant dans l'œuvre d'émancipation du pays, je veux parler du prolétariat roumain.

C'est aux quelques centaines de propriétaires qui, par l'exploitation illimitée de la classe paysanne, l'ont poussée à la révolte ; c'est aux quelques dizaines de politiciens incapables et pillards, c'est à eux de quitter le pays.

C'est à tous ceux qui sont hués par le peuple roumain lui-même de partir de Roumanie. Quant à moi, il ne me chassera pas. Si un jour même il me chassait comme propriétaire, j'aurais encore le droit de revenir vivre au milieu de lui comme socialiste.

Oui, je sais qu'aujourd'hui, sous le règne de l'arbitraire, le gouvernement qui a donné de la terre pour l'éternité à des milliers de paysans n'a pas besoin d'un grand courage moral pour commettre une infamie de plus en expulsant un citoyen roumain. Mais il nous fournira l'occasion de lui prouver notre force de lutte et de résistance, et le moyen de gagner de nouveaux adhérents aux idées socialistes. La bataille sera livrée, mais, en aucun cas, ni moi ni le mouvement socialiste de chez nous ne sera vaincu.